

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 3 octobre 2022

GT-BG(2022)10

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE  
DEMOCRATIQUE  
(GT-BG)**

**RAPPORT DE LA 3<sup>e</sup> REUNION**

**Strasbourg, 15-16 septembre 2022**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine  
Division de la gouvernance démocratique

---

## **1. Ouverture de la réunion**

Le Président, M. Peter Andre (Autriche), souhaite la bienvenue aux membres du groupe de travail. La liste des participants figure à l'Annexe I.

## **2. Adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **3. Information par le Président et le Secrétariat**

Le Président présente l'ordre du jour et rappelle, avec le Secrétariat, les différentes étapes des travaux qui ont abouti au projet de recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique et à la préparation d'un exposé des motifs suite à la réunion du groupe de travail informel en juin.

Le Secrétariat fait le point sur les développements récents, notamment la création récente d'un portail du Conseil de l'Europe sur les élections afin de faciliter l'accès aux différentes activités normatives, de suivi et de coopération menées par les organes du Conseil de l'Europe. Une présentation de cette initiative pourrait être faite lors de la 16<sup>e</sup> réunion du CDDG.

## **4. Présentations par des orateurs invités, des participants et des observateurs**

Mme Monika Kurian et M. Jesper Johnson, de l'initiative OCDE-SIGMA (Soutien à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion), donnent un état des lieux de la mise à jour des [Principes d'administration publique](#) de 2014 qui ont été utilisés pour soutenir les réformes dans les pays candidats à l'UE. Associé à un ensemble complet de principes, ce cadre est utilisé pour l'élaboration des politiques et le suivi des progrès. Il devrait désormais intégrer de nouveaux acquis (par exemple sur les marchés publics) et de nouveaux sujets d'actualité (administration verte, technologies de l'information, intégrité). Un accent est mis sur la gouvernance multi-niveaux et les 12 principes du Conseil de l'Europe ont été pris en compte. Le processus de révision, y compris la rédaction de nouveaux indicateurs, devrait s'achever en 2023 et des évaluations pilotes sont prévues pour 2024 dans les Balkans occidentaux.

Lors de la discussion qui suit, certaines similitudes et différences entre les approches adoptées par l'OCDE et le Conseil de l'Europe sont abordées. Il est souligné que le principal objectif de la recommandation du Conseil de l'Europe est de sauvegarder les valeurs communes de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit, par le renforcement de la gouvernance démocratique, ainsi que de garantir des résultats pour la paix et la prospérité sur le continent. L'objectif principal des principes de l'OCDE est de renforcer les capacités en matière de bonne administration publique afin de permettre aux pays candidats des Balkans occidentaux de rejoindre l'UE. Enfin il est souligné que le CDDG pourrait être consulté sur le projet de révision des principes de l'OCDE.

## **5. Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les principes de bonne gouvernance démocratique**

Après une brève présentation par le Secrétariat et les experts du Conseil de l'Europe du projet de recommandation résultant des discussions de la dernière réunion du GT-BG, le groupe examine les différentes parties du texte qui tient compte des propositions écrites de membres envoyées après la dernière réunion.

En ce qui concerne le préambule, les propositions suivantes sont faites : déplacer une partie du préambule vers l'exposé des motifs ; développer davantage l'importance de la gouvernance publique ; faire référence aux nouveaux défis qui appellent une action concertée et multilatérale (tels que les technologies de l'information, la santé, l'intelligence artificielle, l'environnement et les énumérer dans l'exposé des motifs) ; rappeler l'importance de la gouvernance multi-niveaux (de préférence dans l'exposé des motifs) ; reformuler le dernier paragraphe ; ajouter certaines références, par exemple à l'égalité et à l'équité ; et revoir la liste des organes du Conseil de l'Europe au paragraphe 7, soit pour la garder générale, soit pour énumérer tous les organes pertinents dans l'exposé des motifs.

En ce qui concerne le dispositif du projet de recommandation, le groupe convient de déplacer la première action recommandée à la fin du préambule et d'ajuster sa formulation ; de reformuler le dernier paragraphe ("promouvoir et suivre la mise en œuvre") conformément au langage utilisé pour la tâche générale xi du mandat du CDDG.

Le groupe discute également de certains amendements à apporter à l'annexe, par exemple pour la cohérence des définitions au début et pour la formulation du principe 5 - Responsabilité afin de refléter la récente Recommandation CM/Rec(2022)2 sur la redevabilité démocratique des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et régional.

## **6. Projet d'exposé des motifs**

Le Secrétariat et les experts consultants présentent la première version d'un projet d'exposé des motifs. Il est convenu que, dans l'ensemble, l'objectif de ce dernier devrait être d'expliquer chaque partie de la recommandation de manière plus détaillée et de "raconter une histoire" (s'agissant du style explicatif).

En ce qui concerne la structure générale, le groupe convient d'inclure une table des matières pour un accès plus rapide à un principe donné et d'utiliser des encadrés sous les principes respectifs pour résumer les éléments supplémentaires pertinents (plutôt que de les compiler dans un tableau en annexe). Le groupe discute d'une structure pour la présentation des éléments, critères et explications liés au principe 1 - Participation démocratique - qui serait utilisée de manière similaire pour les douze principes.

Le groupe convient que la bibliographie ne devrait pas être excessivement longue si la structure proposée était conservée (matériel de référence général suivi de matériel spécifique pour chaque principe) et qu'elle devrait se concentrer sur les sources pouvant être considérées comme des normes ou des orientations. Les sources seraient classées par ordre d'importance (les instruments juridiques étant mentionnés en premier).

Diverses suggestions de rédaction dans les différentes sections de l'exposé des motifs sont également discutées et approuvées par le groupe. En particulier, il devrait expliquer les concepts de gouvernance "bonne" et "démocratique" de manière à ce que la première englobe la seconde et que, par conséquent, il ne peut y avoir de forme de gouvernance qui soit bonne sans être en même temps démocratique. Le mémorandum devrait également expliquer comment fonctionne le dispositif de la Recommandation, ce que les gouvernements doivent faire pour leur propre part et ensuite à l'égard des autres institutions publiques et des autres niveaux de gouvernement, y compris par le biais de la "promotion" telle que définie dans la Recommandation. Une note de bas de page serait ajoutée afin de tenir compte de la situation de certains Etats fédéraux - comme la Belgique - où les entités fédérées ont la responsabilité principale de la mise en œuvre d'une recommandation du Conseil de l'Europe et donc de la prise de mesures pour mobiliser les institutions étatiques afin que la mise en œuvre se fasse aussi au niveau fédéral.

Dans un souci de cohérence, une partie de la rédaction devrait être plus explicitement alignée sur la formulation existante du Conseil de l'Europe, par exemple en ce qui concerne les groupes marginalisés, l'égalité des genres, les élections (en se référant aux documents de la Commission de Venise).

Il est jugé important d'inclure un avertissement indiquant que la recommandation et l'exposé des motifs qui l'accompagne ne sont pas censés fournir une compilation de toutes les normes et de tous les documents pertinents produits par le Conseil de l'Europe pour chacun des principes, d'autant plus que le groupe réitère sa nette préférence pour des documents qui ne soient pas trop longs et détaillés, et qui restent faciles à lire.

## **7. Autres questions**

Néant.

## **8. Prochaines étapes, date et lieu de la prochaine réunion**

Le projet de recommandation révisé et son exposé des motifs - à préparer pour le 1er octobre - seront envoyés aux membres du groupe pour un examen plus approfondi et des suggestions de rédaction par écrit. Il sera ensuite adressé pour le 7 octobre au Bureau pour examen lors de sa 24<sup>e</sup> réunion (Paris, 13-14 octobre).

Le Bureau recommanderait alors la tenue ou non d'une réunion supplémentaire en ligne du GT-BG.

Le groupe convient que, dans l'idéal, le projet de recommandation et l'exposé des motifs devraient être soumis pour adoption lors de la 16<sup>e</sup> réunion plénière (28-29 novembre).

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Kristian MALINA, Ministerial Assistant Principal, Department of Coordination of Public Administration and International Relations Ministry of the Interior of the Czech Republic

**FINLAND / FINLANDE**

Apologised for absence / Excusé

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens

Mr Kimon SIDIROPOULOS, Head of the Department of Organisation and Functioning of First Level of Local Government, Athens

**ITALY / ITALIE**

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, Roma

**MALTA / MALTE**

Apologised for absence / Excusé

**NORWAY / NORVEGE**

Ms Sigrid STOKSTAD, Associate Professor in the Department of Public and International Law, Faculty of Law, University of Oslo

**PORTUGAL**

Apologised for absence / Excusé

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Veronika LAKATOŠOVÁ, Local Self-Government and Foreign Affairs Unit, Department of Public Administration, Ministry of Interior of the Slovak Republic

## **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Kirsty BROWN, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

## **PARTICIPANTS**

### **CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Roman CHLAPAK, Governance Committee / Commission de la Gouvernance

### **CONFERENCE OF INGOs OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES ONG DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, Initiatives of Change-International

### **ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OECD)**

Mr Jesper JOHNSON, Senior Policy Advisor, Data and Measurement Lead, SIGMA

Ms Monika KURIAN, Senior Policy Advisor, Multi-level governance Lead, SIGMA

## **CONSULTANTS EXPERTS / EXPERTS CONSULTANTS**

Mr Daniele DEL BIANCO, Director, Institute of International Sociology (ISIG), Gorizia, Italy

Ms Ramona VELEA, Deputy Director, Institute of International Sociology (ISIG), Gorizia, Italy

**SECRETARIAT**

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance - Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Isabelle ETTER, Assistant

**ANNEXE II**  
**ORDRE DU JOUR**

**1. 9.30 Ouverture de la réunion**

**2. Adoption de l'ordre du jour**

[GT-BG(2022)0J3]

**3. Information par le Président et le Secrétariat**

**4. 10.00 Présentations par les orateurs invités, les participants et les observateurs**

Présentation des travaux de l'OCDE/SIGMA sur les normes de bonne gouvernance publique et le cadre de mesure : Jesper Johnson, chef de l'équipe "données et mesures" de SIGMA et Monika Kurian, conseillère politique principale, Gouvernance multi-niveaux : gouvernements locaux et régionaux.

Questions et réponses

**Pause 11.00-11.15**

**café**

**5. Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les Principes de bonne gouvernance démocratique**

Présentation du projet révisé, suite aux contributions et aux commentaires de la deuxième réunion informelle du GT-BG et de la réunion du Bureau du 5 septembre : Daniele del Bianco et Ramona Velea (Institut de Sociologie Internationale - ISIG), experts du Conseil de l'Europe.

[GT-BG(2022)8]

Commentaires des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de recommandation

**Pause 13.00-14.30**

**déjeuner**

**14 h 30 (suite du point 5)**

**Pause  
café**      **16.00-16.15**

**6.      16.15 (ou plus tôt si le point 5 est clos) Projet de rapport explicatif**

[GT-BG(2022)9]

Présentation d'un avant-projet de mémorandum explicatif basé sur une contribution des experts de l'ISIG

Commentaires des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de mémorandum explicatif. En particulier sur les moyens de traiter les critères soutenant la mise en œuvre des principes, et de les relier aux documents de référence existants.

**Fin de la  
réunion  
du  
premier  
jour**      **17.30**

**Deuxième      9.30 Reprise des travaux**  
**jour de      Suite du point 6 - Projet de rapport explicatif**  
**réunion**

**Pause      11.15-11.30**  
**café**

**Suite du point 6 - Projet de rapport explicatif**

**Pause      13.00-14.30**  
**déjeuner**

**14.30 Suite du point 6 - Projet de rapport explicatif**

**Pause      16.00-16.15**  
**café**

**7.      16.15 Autres questions**

**8.      Prochaines étapes, date et lieu de la prochaine réunion :**

Si le Groupe le souhaite, une réunion informelle supplémentaire avant la 16e plénière (28-29 novembre) pourrait avoir lieu en ligne, par exemple le 5 octobre (pm : le Bureau du CDDG se réunit les 13-14 octobre).

**17h30 Clôture de la réunion**